

**TERSEN ETABLISSEMENT COSSON**

9 Avenue du Beaumontoir
RN17 ZAC du Roncé
95380 LOUVRES
Tél : 01.30.29.02.00
SIRET : 31789665200185

SYND MIXTE GESTION INCINERAT DECHETS
1 RUE DE TISSONVILLIERS
95200 SARCELLES
SIRET : 25950208600012
TVA : FR81259502086

Code service exécutant : 07500

FACTURE

Date d'exécution : 03/2025

LOUVRES, le 31/05/26

N° de facture à rappeler systématiquement sur vos paiements	Code client	Date de facturation
16002RI26001425	40024248	31/05/2026

Objet : SIGNALEMENT 000391 - 95380 LOUVRES
Dossier suivi par : Quentin BOYER
Marché de référence : 25COLDTV01
N° Commande client : SIGNALEMENT 000391 - 95380 LOUVRES
N° EJ : QC25-00027
Nos réfs : AF 40654580 / OP 148612 / F202606-760462

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
	DQE				
	Intervention "le 20/03/2026"				
	Application et évaluation des dépôts sauvages				
1	Mise à disposition d'une application dématérialisée Forfait mensuel	€/mois		423,30	
2	Evaluation des dépôts sauvages Visite sur place, prise des informations du dépôt (volume, nature des déchets...), transmission de l'analyse et de l'estimation	€/heure		1,20	
3	Visite sur place, prise des informations du dépôt (volume, nature des déchets...), transmission de l'analyse et de l'estimation	emi-jour	1,000	373,50	373,50
	Total chapitre : Application et évaluation des dépôts sauvages				373,50
	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages				
4	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Utilitaire <3,5 tonnes y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (de 1 à 4 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure	1,500	110,76	166,14
5	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Utilitaire <3,5 tonnes y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (Au-delà de 4h, jusqu'à 8 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure		110,76	
6	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Camion Benne type OM y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (de 1 à 4 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure		152,49	
7	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Camion Benne type OM y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (Au-delà de 4h, jusqu'à 8 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure		152,49	
8	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Camion Grappin/Godet y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (de 1 à 4 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure		163,64	
9	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Camion Grappin/godet y compris chauffeur + ouvrier qualifiés (Au-delà de 4h, jusqu'à 8 heures d'exploitation sur le territoire, hors HLP)	€/heure		163,64	
10	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Mini pelle sur chenilles y compris chauffeur	€/heure	0,500	92,23	46,12
11	Mise à disposition de matériel de chargement Chargeur sur pneus y compris chauffeur	€/heure		116,93	
12	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Agent à pied	€/heure		44,82	
13	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Agent à pied Forfait demi-journée	emi-jour		193,22	
14	Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages Agent à pied Forfait journée	jour		348,60	
15	Enlèvement de carcasse de véhicules Véhicule dont le PTAC est inférieur à 3,5 T	/véhicul		114,54	
16	Enlèvement de carcasse de véhicules Véhicule 2 roues	/véhicul		91,63	
	Total chapitre : Nettoyage et évacuation des dépôts sauvages				212,26
	Tri des dépôts sauvages				
17	Surtri des dépôts sauvages Tri des déchets	€/heure	1,000	44,73	44,73



Objet : SIGNALEMENT 000391 - 95380 LOUVRES

Dossier suivi par : Quentin BOYER

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
	Total chapitre : Tri des dépôts sauvages				44,73
	Transport et traitement des dépôts sauvages depuis le site de massification				
18	Transport et traitement des dépôts sauvages DIB, ordures ménagères et assimilés	€/tonne	0,020	59,34	1,19
PN	TGAP LIGNE 18 - Dépôts sauvages DIB, ordures ménagères et assimilés	€/tonne	0,020	69,00	1,38
19	Transport et traitement des dépôts sauvages Objets encombrants	€/tonne		74,05	
PN	TGAP LIGNE 19 - Dépôts sauvages Objets encombrants	€/tonne		65,00	
20	Transport et traitement des dépôts sauvages Déchets végétaux	€/tonne		68,59	
21	Transport et traitement des dépôts sauvages Déchets de chantier	€/tonne		118,98	
PN	TGAP LIGNE 21 - Dépôts sauvages Déchets de chantier	€/tonne		65,00	
22	Transport et traitement des dépôts sauvages Bois	€/tonne		80,02	
23	Transport et traitement des dépôts sauvages Gravats	€/tonne	0,100	31,31	3,13
24	Transport et traitement des dépôts sauvages Plâtre	€/tonne		194,13	
25	Transport et traitement des dépôts sauvages Ferrailles	€/tonne		-11,43	
26	Transport et traitement des dépôts sauvages Cartons	€/tonne		397,60	
27	Transport et traitement des dépôts sauvages DEEE	€/tonne		497,00	
28	Transport et traitement des dépôts sauvages Déchets d'Eléments d'Ameublement	€/tonne		21,37	
PN	TGAP LIGNE 28 - Dépôts sauvages Déchets d'Eléments d'Ameublement	€/tonne		65,00	
29	Transport et traitement des dépôts sauvages Articles de bricolage/jardinage	€/tonne		89,46	
30	Transport et traitement des dépôts sauvages Déchets dangereux en mélange	€/tonne		571,55	
PN	TGAP LIGNE 30 - Dépôts sauvages Déchets dangereux en mélange	€/tonne		29,81	
31	Transport et traitement des dépôts sauvages Acides, bases, solvants, solides pâteux, produits phytosanitaires, aérosols, carburants	€/Litre		49,70	
PN	TGAP LIGNE 31 - Dépôts sauvages Acides, bases, solvants, solides pâteux, produits phytosanitaires, aérosols, carburants	€/Litre		14,91	
32	Transport et traitement des dépôts sauvages Déchets toxiques spécifiques (mercure etc.)	€/tonne		1 988,00	
PN	TGAP LIGNE 32 - Dépôts sauvages Déchets toxiques spécifiques (mercure etc.)	€/tonne		29,81	
33	Transport et traitement des dépôts sauvages Emballages de déchets spéciaux	€/tonne		1 988,00	
PN	TGAP LIGNE 33 - Dépôts sauvages Emballages de déchets spéciaux	€/tonne		29,81	
34	Transport et traitement des dépôts sauvages DASRI et produits de laboratoire (molécule chimique, médicaments, etc)	€/kg		198,80	
PN	TGAP LIGNE 34 - dépôts sauvages DASRI et produits de laboratoire (molécule chimique, médicaments, etc)	€/kg		29,81	
35	Transport et traitement des dépôts sauvages Tubes Fluorescents	€/U		57,65	
PN	TGAP LIGNE 35 - dépôts sauvages Tubes Fluorescents	€/U		14,91	
36	Transport et traitement des dépôts sauvages Huile (vidange ou alimentaire)	€/tonne		969,15	
PN	TGAP LIGNE 36 - Dépôts sauvages Huile (vidange ou alimentaire)	€/tonne		14,91	
37	Transport et traitement des dépôts sauvages Amiante et Fibrociment	€/tonne		4 970,00	
38	Transport et traitement des dépôts sauvages Batteries	€/tonne		571,55	
PN	TGAP LIGNE 38 - dépôts sauvages Batteries	€/tonne		14,91	
39	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu de véhicule léger (auto, 2 roues, camionnette) sans jante	€/tonne		857,33	
40	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu de véhicule léger (auto, 2 roues, camionnette) avec jante	€/tonne		857,33	
41	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu poids lourd sans jante	€/tonne		857,33	
42	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu poids lourd avec jante	€/tonne		1 303,13	
43	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu Véhicule agricole sans jante	€/tonne		1 303,13	



Objet : SIGNALEMENT 000391 - 95380 LOUVRES
Dossier suivi par : Quentin BOYER

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
44	Transport et traitement des dépôts sauvages Pneu Véhicule agricole avec jante	€/tonne		1 440,31	
45	Transport et traitement des dépôts sauvages Bouteilles de gaz < 3 kg	€/tonne		228,62	
PN	TGAP LIGNE 45 - dépôts sauvages Bouteilles de gaz < 3 kg	€/tonne		14,91	
46	Transport et traitement des dépôts sauvages Bouteilles de gaz de 3 kg à < 13	€/tonne		228,62	
PN	TGAP LIGNE 46 - Dépôts sauvages Bouteilles de gaz de 3 kg à < 13	€/tonne		14,91	
47	Transport et traitement des dépôts sauvages Bouteilles de gaz de 13 kg à < 35 kg	€/tonne		342,93	
PN	TGAP LIGNE 47 - Dépôts sauvages Bouteilles de gaz de 13 kg à < 35 kg	€/tonne		14,91	
48	Transport et traitement des dépôts sauvages Bouteilles de gaz hélium < 80 kg	€/tonne		571,55	
PN	TGAP LIGNE 48 - dépôts sauvages Bouteilles de gaz hélium < 80 kg	€/tonne		14,91	
49	Transport et traitement des dépôts sauvages Cartouche de protoxyde d'azote	€/tonne		229,08	
PN	TGAP LIGNE 49 - Dépôts sauvages Cartouche de protoxyde d'azote	€/tonne		14,91	
	Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages depuis le site de massification				5,70
	Autres				
50	Constitution de merlon anti-pénétration Ce prix rémunère la constitution de merlons en terre destinés à éviter tous envahissement des surfaces nettoyées par tout type de matériel roulant comprenant -Le terrassement d'un fossé en terre de 1,20m de profondeur et de 2,50 m de large en gueule -La constitution d'un merlon de 2,50m de large en base et 1,20m de hauteur avec les terres du fossé - Le réglage soigné du merlon	être liné		22,91	
	Total chapitre : Autres				
51.1	Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 0 et 2 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		1 216,00	
	Total chapitre : Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 0 et 2 Ordres de Service				
51.2	Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 3 et 5 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		1 297,44	
	Total chapitre : Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 3 et 5 Ordres de Service				
51.3	Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 6 et 10 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		2 989,25	
	Total chapitre : Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 6 et 10 Ordres de Service				
51.4	Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 11 et 15 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		3 785,45	
	Total chapitre : Analyse amiante sur matériaux divers hors enrobés - Entre 11 et 15 Ordres de Service				
52.1	Analyse amiante sur enrobés - Entre 0 et 2 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		1 853,21	
	Total chapitre : Analyse amiante sur enrobés - Entre 0 et 2 Ordres de Service				
52.2	Analyse amiante sur enrobés - Entre 3 et 4 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement.	€/forfait		2 217,74	
	Total chapitre : Analyse amiante sur enrobés - Entre 3 et 4 Ordres de Service				



Objet : SIGNALEMENT 000391 - 95380 LOUVRES
Dossier suivi par : Quentin BOYER

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
52.3	Analyse amiante sur enrobés - Entre 5 et 6 Ordres de Service Inclut le temps d'intervention de l'agent, le kit EPI amiante, les analyses, les prélèvements et échantillons, la rédaction du rapport de repérage, les frais de gestion administrative ainsi qu'un déplacement. Total chapitre : Analyse amiante sur enrobés - Entre 5 et 6 Ordres de Service	€/forfait		2 582,28	
53	Tri, transport et traitement des terres ISDND				
53.1	Tri manuel et mécanique, chargement, transport et évacuation dans un centre de traitement agréé Total chapitre : Tri, transport et traitement des terres ISDND	€/tonne		168,67	
54	Transport et traitement des terres ISDI				
54.1	Transport et évacuation dans un centre de traitement agréé Total chapitre : Transport et traitement des terres ISDI			25,94	
55.1	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 1,1 à 2 To Amiante intègre Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 1,1 à 2 To			2 494,94	
55.2	Transport et traitement des dépôts sauvages -Entre 2,1 à 10 To Amiante intègre Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages -Entre 2,1 à 10 To			1 530,76	
55.3	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 11 à 20 To Amiante intègre Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 11 à 20 To			1 182,86	
56.1	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 0 à 2 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 0 à 2 To			2 494,94	
56.2	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 2,1 à 10 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 2,1 à 10 To			1 530,76	
56.3	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 11 à 20 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 11 à 20 To			1 182,86	
56.4	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 21 à 50 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 21 à 50 To			675,92	
56.5	Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 51 à 100 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Entre 51 à 100 To			536,76	
56.6	Transport et traitement des dépôts sauvages - Supérieur à 101 To Amiante mélangé/enrobés Total chapitre : Transport et traitement des dépôts sauvages - Supérieur à 101 To			412,51	
				Total H.T. Facture	636,19 €
				TVA 20%	127,24 €
				Total T.T.C. Facture	763,43 €

Valeur en votre aimable règlement avant le 30 juin 2026, par Virement Sécurisé (FR)

Sur notre compte bancaire : FR52 3000 2005 7300 0000 7043 H28 - CRLYFRPP

Domiciliation bancaire : LCL

40 € de frais de recouvrement en cas de retard de paiement (Art. L 441-10 II du Code du Commerce)

Pénalités en cas de retard de paiement : Taux BCE majoré de 8 points article 5 II du décret 2002-232

Aucun escompte ne sera accordé pour paiement anticipé

TVA acquittée sur Encaissement

CHEF DE SECTEUR
QUENTIN RICHARD

CONDITIONS GENERALES DE VENTES ET DE TRAVAUX

Nos ventes et travaux sont soumis aux présentes conditions générales qui prévalent sur tout autre document du Client, et notamment sur toutes conditions d'achat.

1- FORMATION DU CONTRAT ET CESSIION : Notre offre définit les conditions particulières venant compléter ou modifier les présentes conditions générales. Elle reste valable deux mois et doit être signée du client pour former contrat. Toute commande reçue du Client devra recevoir acceptation expresse de notre part. La commande acceptée, éventuellement assortie de modifications, constituera dans ce cas les conditions particulières. Pour les ventes de produits, et en l'absence de commande préalable formalisée par écrit, le bon de livraison ou d'enlèvement sera réputé valoir lettre ou bon de commande et constituera le contrat de vente entre notre société et le Client. Le Client consent par avance à la cession du contrat, par notre société, à toute société sous contrôle commun au sens de l'article L233-3 du Code de commerce.

2- INFORMATION PRECONTRACTUELLE – ACCEPTATION DU CLIENT

Le Client reconnaît avoir eu communication, préalablement à la conclusion du contrat, d'une manière claire et compréhensible, des présentes Conditions Générales de Vente et de toutes les informations listées à l'article L.221-5 du Code de la consommation et notamment les informations suivantes : les caractéristiques essentielles de la prestation de travaux à réaliser, son prix et ses éventuels frais annexes ; en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel la société s'engage à fournir la prestation commandée ; les informations relatives à l'identité de la société, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, et à ses activités, si elles ne ressortent pas du contexte ; les informations relatives aux garanties légales et contractuelles ; les fonctionnalités du contenu numérique et, le cas échéant, à son interopérabilité ; la possibilité de recourir à une médiation conventionnelle en cas de litige.

3- CONFIDENTIALITE : Toutes les études, plans, avant-projets, solutions techniques, devis, même lorsqu'ils sont établis sur la base d'informations fournies par le Client, sont la propriété intellectuelle de notre société. Ils ne peuvent être utilisés, reproduits ou communiqués à des tiers par le Client, sous peine de dommages et intérêts.

4 – LIEU ET DELAIS D'EXECUTION : Les parties conviendront ensemble de la date de démarrage des travaux et des délais d'exécution. Le Client fera son affaire de l'ensemble des formalités légales et/ou autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus aux présentes. Le lieu d'exécution devra, à la date de démarrage, être accessible et les ouvrages préparatoires réalisés de façon à permettre le démarrage des travaux dans les conditions de notre offre. Les délais d'exécution ne commenceront à courir qu'au jour où les conditions de démarrage seront réunies, en ce compris : les autorisations

supérieur à 12.000 € HT, le Client sera, conformément à l'article 1799-1 du Code civil, tenu de mettre en place une garantie de paiement. Pour tout autre contrat, en ce compris les ventes de fournitures, notre société se réserve le droit, à tout moment, d'exiger une garantie de paiement selon les formes et modalités prévues à l'article 1799-1 du Code civil et pour un montant correspondant au montant du contrat ou des sommes restantes dues. En cas de refus de fournir la garantie demandée, notre société pourra suspendre les travaux ou résilier le marché de plein droit, sans indemnité et aux torts du Client. La suspension interviendra huit jours après mise en demeure non suivie d'effet. Cette suspension résultant du simple refus de fournir la garantie demandée n'est pas conditionnée par un défaut de paiement. La garantie de paiement sera libérée après le règlement effectif de la dernière facture.

10- RECEPTION DES TRAVAUX : Les parties sont tenues de procéder à la réception des travaux. Cette réception revêt, par principe, la forme d'un procès-verbal signé par le Client et la société. A défaut et lorsque le Client aura pris possession de l'ouvrage, la réception sera constatée par courrier envoyé par la société, en RAR. En l'absence de contestation du Client dans le délai d'un mois, la réception sera acquise au jour de la date d'émission du courrier RAR, et ce, même sans complet paiement du prix par le Client. Une réception partielle des ouvrages sera effectuée dans les mêmes conditions, notamment en cas de travaux comportant plusieurs lots et faisant intervenir plusieurs sociétés.

11- PAIEMENT DU PRIX : Sauf conditions particulières, le prix est payable comptant et sans escompte à réception de la facture. Les chantiers d'une durée supérieure à un mois ouvriront droit au paiement d'acomptes sur la base de situation mensuelle correspondant à l'avancement des travaux. Ces situations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire. Une facture définitive sera établie en fin de chantier. Si le Client souscrit un crédit à la consommation, l'avance ne pourra pas être payée tant qu'il n'a pas accepté ce crédit. En cas de paiement au comptant accepté par le Client, la société lui remettra un récépissé valant reçu et comportant la reproduction intégrale des dispositions des articles L. 312-52, L. 312 -53 et L. 341-10 du Code de la consommation ; sauf conditions particulières fixant un pourcentage plus élevé, une avance égale à 30 % du montant des travaux sera versée lors de la commande. Au cas où plusieurs situations mensuelles seraient établies, cette avance sera déduite de la facture définitive. Cet acompte ne pourra en aucun cas être qualifié d'arrhes.

En aucun cas, les paiements ne peuvent être suspendus ni faire l'objet d'une quelconque compensation sans accord préalable et écrit de notre société. Tout paiement partiel s'imputera sur la partie non privilégiée de la créance

aux dispositions légales concernant les obligations de garantie. Le Client consommateur bénéficie de la garantie légale de conformité et de la garantie des vices cachés. La garantie est exclue si le produit vendu ou les travaux réalisés qui satisfont à une utilisation normale ne conviennent pas à l'utilisation spécifique qui en est faite à moins que celle-ci n'ait été portée à la connaissance de notre société au moment de la commande, si le résultat défectueux provient de l'usure normale ou du défaut d'entretien du produit ou du fait du Client ou d'un tiers. Lorsque la prestation de notre société se limite à l'application d'un revêtement sur un support fourni par le Client, celui-ci est tenu de garantir la tenue de ce support. Il appartient au Client en cas de doute sur ses caractéristiques d'en avertir notre société lors de l'établissement du devis, en lui permettant de réaliser les vérifications opportunes. A défaut, et en cas de survenance de désordres liés à un défaut de ce support, le Client renonce à rechercher la responsabilité de notre société. En tout état de cause, la responsabilité de notre société est limitée au montant de l'offre ou de la commande et pour les seuls dommages directs à l'exclusion de toutes pertes d'exploitation et s'agissant de la vente de produits, matériaux ou fournitures, du coût de dépose/repose. Cette limitation n'est pas opposable aux contrats conclus avec un consommateur.

15 – ETHIQUE

Pendant toute la durée du contrat, le Client s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, au respect du droit de la concurrence et aux sanctions économiques ou financières ou à des mesures restrictives. Le Client prend connaissance et s'engage à respecter :

- Le code éthique de notre société accessible via le lien suivant : code-dethique-2022.pdf (colas.com) ;
- Le code de conduite anticorruption de notre société accessible via le lien suivant : code-de-conduite-anti-corruption-2022.pdf (colas.com) ;
- La Charte Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) « fournisseurs » de notre société accessible via le lien suivant charte-rse-pour-fournisseurs-et-sous-traitants-fr-vfr.pdf ;
- La Politique Droits humains accessible via le lien suivant : Politique droits humains nos 12 engagements. Ensemble la « Documentation ». Conformément aux règles éthiques du Groupe Colas et aux dispositions légales en vigueur, le Client peut à tout moment signaler un fait qui lui paraîtrait contraire à l'éthique ou à cette Documentation sur la plateforme

de recueil des signalements de notre société disponible à l'adresse www.colas.besinal.com.

Le Client conduit ses activités en s'abstenant de tout comportement qui pourrait favoriser ou placer l'un des collaborateurs et/ou dirigeants de notre société dans une situation de conflits d'intérêts avec notre société ou le Groupe Bouygues. Le Client informera le responsable éthique de notre société si une telle situation se présente.

Le Client se porte fort du respect des termes du présent article par toute personne sous sa responsabilité, et notamment ses sous-traitants, ou agissant en son nom et pour son compte.

Le non-respect de ces stipulations par le Client engage sa responsabilité vis-à-vis de notre société et pourra entraîner la résiliation de plein droit du contrat/de la commande à ses torts, sans préjudice du droit de notre société d'obtenir réparation de l'ensemble du préjudice subi.

16 – REGLEMENT DES LITIGES ET DROIT APPLICABLE : Tout litige sera de la compétence du tribunal dans le ressort duquel se trouve le défendeur, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs. En application de l'article L.612-1 du Code de la consommation, tout Client ayant la qualité de consommateur au sens dudit code pourra néanmoins saisir gratuitement, à défaut d'accord amiable, le médiateur de la consommation, dont relève notre société, à savoir l'Association des Médiateurs Européens, dans un délai d'un an à compter de la réclamation écrite adressée à notre société. La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer : (i) soit en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le site internet de l'AME CONSO : www.mediationconso-ame.com (ii) soit par courrier adressé à l'AME CONSO, 197 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. La loi française est seule applicable. Les présentes CGV sont également accessibles à partir du lien de connexion suivant : <https://www.colas.com/fr/liens-utilites>

administratives et documents techniques nécessaires ; dans le cas où le client a souscrit un crédit affecté au paiement des travaux, l'information de notre société par le prêteur de l'octroi du crédit et la fin du délai de rétractation du Client. Le contrat sera résolu de plein droit si le prêteur n'a pas, dans un délai de sept jours à compter de l'acceptation du contrat de crédit par l'emprunteur, informé notre société de l'attribution du crédit ou si le client a exercé son droit de rétractation dans le délai prévu. Sauf prescription particulière, ces délais revêtent un caractère prévisionnel. Outre les cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, ces délais seront augmentés notamment en cas de travaux imprévus ou supplémentaires, d'intempéries, de grève, de risque pour la sécurité de son personnel, d'épidémie, d'état d'urgence, de crise sanitaire, ou de retard pris par d'autres intervenants, pour les causes énoncées ci-dessus. En cas de suspension des travaux d'une durée supérieure à trois mois, notre société pourra résilier le contrat signé, sans devoir quelque indemnité ou pénalité que ce soit, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces deux dernières phrases ne sont pas opposables pour les contrats conclus avec un consommateur telle que cette notion est définie par l'article liminaire du code de la consommation.

5 – EXECUTION DES TRAVAUX : Les travaux seront exécutés de jour, aux jours et heures ouvrables, sauf dérogations particulières, conformément aux prescriptions prévues à l'offre. Dans les marchés à prix unitaires, les quantités mentionnées au devis sont indicatives. Pour l'établissement de la facture, seules les quantités réellement mises en œuvre seront prises en compte.

6 – VENTES DE FOURNITURES : Le Client doit présenter ses observations sur les fournitures vendues lors de l'enlèvement ou de la livraison. A défaut, il est réputé les avoir acquiescés sans réserve.

Le Client demeure seul responsable de la destination et de l'utilisation de ces produits. Ces produits, même expédiés frais de port inclus, voyagent aux frais et risques du Client qui, en cas de retards, avaries, pertes ou manquants ne pourra exercer aucun recours contre notre société.

7 – RESERVE DE PROPRIETE : Pour les fournitures ouvrant droit à l'application de cette disposition, notre société conserve la propriété des biens vendus jusqu'au paiement effectif du prix. Hormis pour les contrats conclus avec un consommateur, ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au Client, dès la livraison ou l'enlèvement, de la garde, des risques de perte et de détérioration des biens vendus ainsi que des responsabilités liées aux dommages qu'ils pourraient occasionner.

8 – CONDITIONS DE PRIX : Les prix de vente sont inscrits sur le barème en vigueur disponible sur demande, sauf pour les commandes faisant l'objet d'un devis particulier. Sauf précision contraire, les marchés de travaux sont traités à prix unitaires. Les prix sont stipulés hors taxes, fermes, aux conditions économiques en vigueur le mois précédant l'offre. Lorsque le projet du Client

nécessite l'intervention d'au moins deux sociétés et dans l'hypothèse où notre société serait chargée de la coordination, les frais en résultant s'ajouteront aux prix stipulés. Toute prise en charge ou participation de la société à un compte prorata ou aux dépenses d'intérêt commun dans le cadre de la réalisation des travaux est exclue. Une révision du prix convenu sera appliquée sur la base d'une formule de variation déterminée en fonction de la nature des travaux et des matériaux mis en œuvre. Les prix seront révisés mensuellement par application de la formule : P= Po x In / 10 Avec : P : le prix révisé HT Po : le prix initial HT IO : la valeur de l'index le plus adapté en fonction de la nature de la prestation (TP03 pour le terrassement, TP09 pour les enrobés, publiés par l'INSEE) du mois de notre offre In : la valeur du même Index du mois d'exécution des travaux ou de livraison des matériaux.

En cas de changement sur la nature des travaux ou de variation de plus ou moins 20 % dans le volume des ventes ou des travaux, par rapport aux quantités prévues au devis, notre société se réserve le droit de revoir les prix unitaires de l'offre.

9- GARANTIE DE PAIEMENT : Pour les marchés de travaux conclus pour la satisfaction de besoins d'une activité professionnelle et dont le montant est

puis sur les sommes dont l'exigibilité est plus ancienne. La contestation partielle d'une facture ou d'une situation ne dispense pas le Client du règlement de la partie non contestée. En cas de défaut de paiement, la société pourra surseoir à l'exécution des travaux ou résilier le marché de plein droit et sans indemnités, après envoi d'une mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de huit jours. Toutes les échéances deviendront immédiatement et de plein droit exigibles. Indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés, le Client sera redevable d'une pénalité pour retard de paiement calculée par application d'un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE majoré de 10 points. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 €, sera exigible de plein droit, conformément à l'article L441-10 du Code de commerce. Ces deux dernières phrases ne sont pas opposables pour les contrats conclus avec un consommateur.

12 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES Notre société est amenée à traiter, en qualité de responsable de traitement, certaines données personnelles, notamment les noms, prénoms, adresse courriel professionnelle, etc. (les « Données ») du Client et/ou de ses collaborateurs et/ou représentants (les « Personnes Concernées ») afin d'assurer le suivi contractuel et la communication avec le Client. Ces traitements sont effectués directement ou indirectement par le biais de sous-traitants de données personnelles. Notre société informe le Client qu'il utilise, à ce titre, les outils et solutions Microsoft 365 et SAP. Les Personnes Concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, droit à l'oubli, droit d'opposition au traitement, droit de limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de retirer à tout moment leur consentement (si le traitement est basé sur le consentement). Toute demande d'exercice, par les Personnes Concernées desdits droits, doit être adressée à l'attention du Chief Compliance Officer à l'adresse suivante : dataprivacy@colas.com. Le Client fait son affaire de la diffusion aux Personnes Concernées des coordonnées du CPO. Le Client s'engage à informer les Personnes Concernées de la transmission et du traitement par notre Société, de leurs Données, nécessaires à l'exécution du Contrat ou en relation avec le Contrat. Il garantit avoir obtenu tout accord qui serait requis de leur part et effectuer lesdites communications de Données en conformité avec le droit applicable.

13 – OBLIGATION D'INFORMATION : Notre société est tenue à une obligation de conseil qui ne peut être mise en œuvre sans information claire et préalable par le Client. A ce titre et préalablement à l'élaboration de notre offre, le Client informera notre société, sur les risques spécifiques des travaux, comme, par exemple, la présence de réseaux enterrés (gaz, électricité, eau), la présence sur les zones de travaux de substances

dangereuses (amiante, goudron, plomb...), la situation spécifique de l'ouvrage au regard du droit de propriété des tiers et des contraintes liées aux prescriptions d'urbanisme (servitudes, permis de construire, autorisations spécifiques), les risques liés à l'environnement, les risques de trouble de voisinage compte tenu notamment de la nature des travaux, de leur période de réalisation, de leur durée, de leur localisation, l'usage futur des ouvrages et/ou des fournitures afin que l'offre proposée réponde aux attentes spécifiques du Client, l'intervention d'entreprises susceptible de nécessiter la mise en place d'une coordination au sens de la loi n°93- 1418 du 31 décembre 1993. En application de cette obligation d'information, le Client communiquera tous les documents et plans nécessaires à la complète information de notre société. En cas de manquement du Client à son obligation et dans l'attente des informations ou complément d'informations, notre société pourra surseoir à l'exécution des travaux. Le Client en supportera alors les conséquences sur les délais et les prix. Le Client fera son affaire de l'ensemble des formalités légales et/ou autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus aux présentes.

14 – GARANTIE : Les produits vendus ou les travaux exécutés sont soumis

TERSEN

Siège social : 2 RUE JEAN MERMOZ - 78144 - MAGNY LES HAMEAUX

SAS au capital de 102 548 € - R.C.S VERSAILLES 317 896 652 - Code APE 4211Z - TVA FR33317896652